



INVESTING IN GROWTH THAT
WORKS FOR EVERYONE

—
INVESTIR DANS LA CROISSANCE
ÉCONOMIQUE QUI PROFITE
À TOUT LE MONDE

**RÉSUMÉ DE LA PRÉSIDENTE : RÉUNION
DES MINISTRES DES FINANCES ET DES
GOUVERNEURS DES BANQUES
CENTRALES DU G7**

RÉSUMÉ DE LA PRÉSIDENTENCE : RÉUNION DES MINISTRES DES FINANCES ET DES GOUVERNEURS DES BANQUES CENTRALES DU G7

Au cours de discussions s'étendant sur deux jours, les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales du G7 ont eu des échanges sur un éventail de sujets, notamment l'importance du commerce international fondé sur des règles ainsi que les façons d'assurer une croissance économique qui profite à tout le monde.

Les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales du G7 ont convenu que lorsqu'ils collaborent, le G7 peut profiter des relations interpersonnelles et économiques fortes entre ses membres en vue de promouvoir des objectifs communs.

Des inquiétudes ont été soulevées quant au fait que les tarifs qu'imposent les États-Unis sur leurs amis et alliés, pour des motifs de sécurité nationale, entravent l'ouverture au commerce et nuisent à la confiance en l'économie mondiale.

Les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales ont demandé au Secrétaire du Trésor des États-Unis qu'il communique leurs préoccupations et déception unanime.

RÉPONDRE AUX RISQUES MONDIAUX ET FAIRE LA PROMOTION DE RÈGLES INTERNATIONALES PLUS ÉQUITABLES

Les ministres et les gouverneurs ont eu un échange franc sur les avantages d'un système commercial ouvert axé sur les règles, et plusieurs ont souligné l'incidence négative des mesures commerciales unilatérales prises par les États-Unis. Ils ont convenu que cette discussion devrait se poursuivre au Sommet des dirigeants à Charlevoix, où des mesures décisives sont nécessaires. L'objectif de ces mesures devrait être le rétablissement de partenariats collaboratifs visant à promouvoir le libre-échange et le commerce équitable, prévisible et mutuellement avantageux.

De façon plus générale, les ministres et les gouverneurs ont convenu que l'économie mondiale s'est renforcée depuis qu'ils ont tenu leur réunion l'année dernière à Bari, et que la croissance devrait se poursuivre. Ils ont examiné les risques principaux aux perspectives économiques, en particulier les vulnérabilités potentielles dans certaines économies émergentes mis en lumière par l'évolution récente des marchés, et ils continueront de surveiller étroitement la situation.

UN SYSTÈME MONDIAL RÉILIENT QUI PROFITE À TOUT LE MONDE

Conscients du rôle important que jouent les institutions internationales dans la promotion de la résilience et de l'équité du système économique mondial, les ministres et les gouverneurs ont réitéré leur engagement à être partenaires en vue d'améliorer l'efficacité et la gouvernance des institutions économiques et financières mondiales, y compris le Groupe d'action financière. De plus, les ministres et les gouverneurs se sont réjouis de la coopération continue entre les banques multilatérales de développement ainsi que de leurs efforts pour mener leurs activités plus efficacement en tant que système afin d'accroître encore davantage leur incidence sur le développement.

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE QUI PROFITE À TOUT LE MONDE

Les ministres et les gouverneurs ont convenu que l'un des principaux défis auxquels les économies du G7 sont confrontées consiste à s'assurer que tout le monde a des chances réelles et équitables de contribuer au succès économique et d'en profiter. Les inégalités, à la fois en ce qui a trait au revenu et aux possibilités, peut miner la confiance et la croissance économique, tout particulièrement lorsque les membres de groupes défavorisés ne sont pas en mesure de réaliser leur potentiel et de participer pleinement.

Compte tenu de ces facteurs, les ministres et les gouverneurs ont convenu que la politique économique doit être orientée par un ensemble de mesures plus vastes que le produit intérieur brut (PIB). Ils ont mis en relief l'importance d'envisager des mesures additionnelles de prospérité économique qui reflètent plusieurs dimensions du bien-être, notamment :

- Le perfectionnement des compétences et la formation, mesurés par la répartition du niveau de scolarité dans l'ensemble des populations et le ratio emploi-population par niveau de compétence.
- Le soutien aux enfants et aux femmes, mesuré par le taux de pauvreté infantile et l'accès à des services abordables et de qualité en matière d'apprentissage pour les jeunes ainsi qu'à des prestations pour les familles.
- La possibilité que tous les citoyens progressent, mesurée par les revenus et le niveau de scolarité dans les familles dans l'ensemble des générations.
- L'entière participation économique, mesurée par le ratio emploi-population; la participation des femmes et des hommes; l'incidence du travail à temps partiel involontaire; et la disparité salariale entre les sexes.
- Un partage plus large des avantages de la croissance, mesuré par le niveau et la croissance du revenu des femmes et des hommes.

L'ADAPTATION AU CHANGEMENT DANS UNE ÉCONOMIE MODERNE

Les leaders économiques doivent également traiter des inquiétudes liées au rythme de changement rapide dans les économies modernes pour s'assurer que la croissance profite à tout le monde. À cette fin, les ministres et les gouverneurs ont discuté des possibilités et des défis associés au changement technologique et ont fait part des leçons tirées de leurs expériences respectives au chapitre des politiques intérieures. Les ministres et les gouverneurs ont convenu qu'équiper les employés avec de bonnes compétences exige un accent accru sur l'éducation et la formation qui va au-delà de l'éducation primaire, secondaire et postsecondaire traditionnelle. Ils ont mis en évidence l'importance d'adapter les politiques et les pratiques du marché du travail en se réorientant vers un modèle d'apprentissage continu. Les ministres et les gouverneurs ont aussi souligné l'importance de s'assurer que les groupes qui sont souvent sous-représentés, plus particulièrement les femmes, soient pleinement inclus dans les secteurs à croissance élevée comme la science, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques. Ils ont également convenu qu'une coordination multilatérale est un élément important lorsque l'on doit s'adapter au changement dans une économie moderne.

L'ÉQUILIBRE ENTRE LES RISQUES ET LES AVANTAGES POSSIBLES DES CRYPTO-ACTIFS

Les ministres et les gouverneurs ont discuté des crypto-actifs. Bien que les technologies qui y sont associés ont le potentiel de rendre le secteur financier plus efficace, les crypto-actifs peuvent servir à effectuer des opérations illicites et pourraient soulever des questions sur les plans de la protection des investisseurs et de l'intégrité des marchés. Les ministres et les gouverneurs ont convenu qu'une coordination internationale est nécessaire pour s'assurer que les mesures réglementaires sont efficaces dans un système financier interconnecté à l'échelle mondiale.

LES RÉPONSES AUX CYBER-RISQUES DANS LE SECTEUR FINANCIER

Les ministres et les gouverneurs ont participé à un scénario visant à simuler le « lendemain » d'un grave cyber-incident dans le secteur financier. Étant donné le niveau élevé d'interconnectivité mondiale dans le secteur, un grave cyber-incident nécessiterait une réponse coordonnée à l'échelle internationale. Les ministres et les gouverneurs ont exploité le scénario en vue de déterminer la façon dont un tel incident et ses incidences connexes pourraient se propager dans le système financier, et ils ont mis en évidence les secteurs où le groupe d'experts du G7 sur la cybersécurité pourrait aider à traiter des enjeux éventuels de coordination.

LA PROMOTION DE L'ÉQUITÉ FISCALE

Les ministres et les gouverneurs ont examiné l'état actuel de la coordination fiscale internationale, y compris la meilleure façon dont le régime fiscal peut traiter les défis de la numérisation en cherchant à arriver à une solution consensuelle d'ici 2020, et en faisant le point en 2019. Ils ont également

renouvelé leur engagement à appuyer les efforts coordonnés déployés à l'échelle mondiale, par exemple en matière d'échange de renseignements à des fins fiscales et relativement au projet BEPS (érosion de la base fiscale et transfert des bénéfices) conjoint de l'OCDE et du G20, et à renforcer les capacités dans le cadre de la lutte contre l'évitement fiscal et l'évasion fiscale. De plus, ils ont approuvé le travail continu visant à créer une plate-forme mondiale de partage de connaissances pour les administrations fiscales et appuyé les travaux relatifs à la plate-forme pour la collaboration en matière fiscale, en vue de renforcer les efforts visant à améliorer la capacité fiscale dans les pays en développement.

LA MARCHE À SUIVRE

Bien que les ministres et les gouverneurs des banques centrales du G7 soient heureux des progrès réalisés relativement à d'importantes questions qui touchent la vie quotidienne des personnes partout dans le monde, la plupart regrettent l'incertitude causée par des mesures commerciales qui vont à l'encontre de l'objectif de la croissance économique. La communauté internationale est confrontée à des problèmes considérables liés à l'économie et à la sécurité, qui sont mieux réglés grâce à un front commun des pays du G7. Les membres continuent de réaliser des progrès au nom des citoyens, mais reconnaissent que cette collaboration et cette coopération ont été mises en péril par des mesures commerciales prises contre d'autres membres.